

POUR UNE CULTURE DE LA PARTICIPATION

Pierre MAHEY, urbaniste-architecte, directeur de l'association les arpenteurs et membre du conseil d'administration de l'ADELS.

Auteur de «Pour une culture de la participation» paru aux éditions ADELS en octobre 2005.

**Texte communiqué à partir de la rencontre-débat du 12 décembre 2006
Organisée par le Centre de Ressources Politique de la Ville en Essonne.**

Et voilà, la foire à la démocratie participative est ouverte. Achetez-moi mes Assises, mes rencontres : on va renouveler le politique. Venez voir mes ateliers, mes conseils, vous rencontrerez les vrais gens !

Attention. Soudain, la démocratie participative est sous l'éclairage médiatique. Danger !

On a passé des années à ignorer les expériences courageuses et difficiles qui ont posé les bases d'un mouvement fondamental qui va inéluctablement changer nos modes de gouvernance. Mais ce n'est pas pour voir les marchands de Canada Dry récupérer l'énergie et permettre par leur mystification de jeter le bébé de la participation avec l'eau de la pseudo démocratie d'opinion.

Reprenons calmement, bien que rapidement.

La démocratie représentative devrait permettre de décider collectivement, après débat (délibération), du bien public comme du contrat social et se doter des outils nécessaires à sa mise en œuvre. Elle est représentative pour gérer la complexité du grand nombre et fonctionne donc en déléguant des élus qui vont pouvoir défendre, dans le collectif décisionnel, la parole et le point de vue de ceux qu'ils représentent.

Mais au bout de plus de 200 ans de fonctionnement de cette démocratie, nous vivons une évolution perverse du système dans laquelle il n'y a pas beaucoup de débat et où la représentation de la population est fort peu performante. D'autre part, la crise sociale commencée en 1973 a, depuis trente ans, bloqué l'ascenseur social, transformé la République en "Etat providence", et développé une société du tout individuel consommateur. La crise a vidé l'action collective de son sens et a amplifié les défauts de la démocratie représentative en la présentant comme incapable de changer les choses. L'abstention et les votes extrêmes se sont développés jusqu'à devenir les meilleures constantes de toutes nos élections.

Que faire ? La démocratie est le moins mauvais moyen d'organiser nos sociétés. On ne peut pas rester les bras ballants à assister à son affaiblissement, il faut agir, changer les choses pour la sauver. C'est ce qui fonde l'histoire de la participation citoyenne.

Celle-ci construit ses principes de nécessité sur le diagnostic de la maladie démocratique :

- reconstituer de l'implication et de la responsabilisation de tous sur le projet commun pour redonner une place à chacun et, en particulier, aux plus fragiles, aux exclus, aux jeunes, bref, à tous ceux qui ne sont pas suffisamment représentés ou ne se reconnaissent pas dans la représentation dirigeante.
- permettre que les réponses aux dysfonctionnements constatés et vécus par les gens soient élaborées collectivement, avec eux, plutôt que construire des réponses individuelles, descendantes d'un "Etat providence" exsangue et clientéliste.
- permettre ainsi de re-légitimer l'action collective, le contrat social et son évolution permanente, le politique, l'action et le service publics, la démocratie.
- et ainsi permettre que se constitue depuis la base, avec les gens, des visions, des projets, de l'espoir sur l'avenir.

Pour cela, aussi maladroite qu'elle ait été jusqu'alors, la participation citoyenne a pris le relais de l'éducation populaire ou de l'apprentissage syndical. Elle propose des processus dans lesquels les questions sont les points d'entrée d'un cheminement vers une meilleure compréhension des enjeux, vers des diagnostics complexes, vers l'énoncé d'une diversité de résolutions possibles, évaluées ensemble. Elle propose des parcours qui construisent, en même temps que du projet, de l'intelligence collective, une conscience, une maturité de chacun. La question est un commencement, la question devient, la question est la première étape de l'élaboration d'une résolution durant laquelle celui qui pose la question reste un acteur responsable.

Il ne suffit pas de faire émerger des problèmes d'une opinion publique révélée par sondages ou "micros trottoirs", et d'attendre qu'une élite politique y réponde par des solutions parachutées et réductrices. Cette façon d'agir nous éloigne finalement de la démocratie.

Tout d'abord, interrogeons la façon dont sont révélées les questions. L'institut de sondage, le journaliste d'investigation, voire le sociologue et leurs commanditaires, décident de tant de choses. Ils choisissent le champ d'investigation, les outils d'interpellation, les populations interrogées, le moment de l'enquête, les outils de restitution, les lieux de diffusion de cette nouvelle information... Les personnes interrogées ne sont bien sûr jamais impliquées lors de cette avalanche de décisions préalables et rarement attributaires des résultats obtenus. Elles subissent des interrogatoires sur des sujets qu'elles n'ont pas pu préparer et sont sommées de formuler un avis finalement assemblé dans la constitution de moyennes élaguées de toute nuance.

Comment se reconnaître dans l'apparition magique de cette opinion publique fabriquée et immédiatement mise à distance, même de ceux qui ont contribué à la former ? Pas de possibilité d'initier des questions sur sa réalité. Pas d'appropriation ni de responsabilisation sur la question. Pas de construction collective. Le sondé reste seul avec ses propres questions et l'étrange sentiment d'avoir répondu trop vite sur un sujet qu'il ne maîtrisait, voire qui ne l'intéressait pas et qui finalement lui impose d'entrer dans une catégorie de personnes qui pensent

prétendent la même chose. Au lieu de devenir acteur du changement il devient la caution d'une fiction inventée par les outils de l'investigation.

L'étape suivante, non seulement ne permet pas aux gens de s'impliquer mieux dans le projet collectif, mais dévoie le fonctionnement traditionnel de la démocratie représentative. Le résultat de l'enquête, du sondage, est mis en scène médiatiquement par les professionnels de l'information ou de la communication avec comme principal savoir-faire la saturation. Impossible d'échapper à cette nouvelle bouleversante qui fait apparaître que finalement, contre toute attente, 52,5% de nos compatriotes sont pour (peu importe quoi), aujourd'hui, avant-veille du vote de la loi à l'Assemblée Nationale. À une autre échelle, Monsieur le Maire se retrouve en tête à tête avec une habitante déçue et agressive, dont l'image vidéo est projetée sur un écran de 3x4 mètres et une sono écrasante et devra immédiatement prendre position pour lui répondre devant un public dont le rôle n'a pas été défini préalablement.

L'énoncé de la question reste brut. C'est même une justification éthique de nombreux acteurs de ces investigations. La médiatisation est hors d'échelle, démesurée, démultipliée. La réponse ne peut plus se construire. Elle se décrète instantanément, entièrement constituée par la seule question et on ne conduit plus qu'une politique de réaction. Problème de sécurité ? Réponse policière ! Problème d'illettrisme ? Réponse d'interdiction de la méthode globale ! L'accumulation des points de vue individuels résulte plutôt d'une sous-traction si l'on prend le point de vue majoritaire, parce qu'alors il est construit par appauvrissement des idées.

Il est certain que l'action publique n'a pas su se constituer suffisamment à l'écoute des besoins des gens et que le fossé entre la réalité de vie des plus humbles et la perception qu'en ont les dirigeants se creuse rapidement, qu'il faut réagir et changer nos façons de définir la raison commune, l'intérêt général et le contrat social. Mais toutes les questions auxquelles il nous faut mieux répondre sont complexes et ne peuvent se résoudre par déclaration venu d'en haut. Ce sont des sujets sur lesquels l'implication de chacun est indispensable. Comment espérer changer les choses sur l'éducation, l'insécurité, l'emploi, le développement durable sans une responsabilisation de chacun, sans une négociation du rôle de chacun et une prise en charge par tous les acteurs y compris chaque citoyen ?

Seule la démocratie participative propose de coproduire les réponses. Elle permet à chacun de rester acteur du changement, peut envisager d'affronter la complexité de notre société. Mais ne la confondons pas avec la pseudo démocratie d'opinion qui est au contraire un renoncement de plus à inventer une façon de gouverner ensemble.

Pierre MAHEY, urbaniste-architecte,
directeur de l'association les arpenteurs et
membre du conseil d'administration de l'ADELS.

